

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 21 novembre 1960

La séance est ouverte à deux heures et demie.

### LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

RENVOI DU DÉBAT SUR L'ADRESSE POUR PERMETTRE L'ÉTUDE DES QUESTIONS LÉGISLATIVES

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, vu que le débat sur l'Adresse commence cet après-midi, et que tous les députés ont semblé manifester le désir de passer à l'examen des questions législatives de première urgence, je voudrais soumettre à la Chambre une proposition.

Le budget supplémentaire des dépenses sera déposé aujourd'hui par le ministre des Finances. Le jour d'ouverture, on s'en souvient, la Chambre a consenti à l'institution du comité des subsides et de celui des voies et moyens afin d'accélérer les travaux de la Chambre. Le programme législatif présenté sous forme d'avis de motion du gouvernement vise l'aide aux petites entreprises, à l'habitation, des mesures pour combattre la pollution; l'établissement d'un conseil de la productivité et des mesures visant la formation professionnelle, et autres questions. La Chambre conviendra, j'espère, qu'on ne devrait pas retarder l'étude du programme législatif jusqu'à la troisième lecture à l'égard des résolutions déjà inscrites au *Feuilleton* et qu'on devrait étudier le budget supplémentaire à la première occasion. Je propose donc,—et j'espère avoir l'appui de l'opposition à cet égard,—que lorsque le chef du PSD aura terminé son discours, pourvu que le débat se termine aujourd'hui en ce qui concerne le chef de l'opposition (M. Pearson), le chef du PSD (M. Argue) et moi-même, le débat soit alors ajourné par le député à qui l'Orateur accordera la parole, à une date qui sera fixée plus tard et que nous reprenions l'étude du discours du trône au moment opportun et, de toute façon, après les événements dont j'ai parlé.

Cependant, si les nouvelles de la radio sont fondées et si le discours du chef de l'opposition est aussi long qu'on l'a laissé prévoir, il peut bien arriver qu'il ne reste pas de temps aujourd'hui pour ma réplique ni pour le discours du chef du PSD. Dans ce cas, j'espère que si le PSD juge bon,—à supposer que l'opposition officielle propose une motion de défiance,—de présenter un sous-amendement, ce sous-amendement pourra être mis aux

voix avant la fin de la séance de demain et que nous pourrions passer mercredi au programme législatif.

On se demandera peut-être ce qu'il adviendra des jours et des heures réservés aux simples députés. Il conviendrait aussi, je pense, que ces jours et ces heures réservés aux simples députés, et qu'il faut maintenir, soient reportés sans pour autant que soient lésés ni perdus les privilèges traditionnels dont jouissent et doivent continuer de jouir les simples députés, privilèges qui leur permettent de faire connaître à la Chambre et au pays leurs vues personnelles et celles de leurs commettants. J'espère que nous pourrions en arriver à une telle entente, car il est manifeste depuis le début de la session que tous veulent que les choses marchent rondement. Pour notre part, nous sommes disposés à collaborer. Tout ce que nous demandons, c'est que la Chambre, à la merci de laquelle nous nous trouvons, accepte la proposition que j'ai faite afin que nous puissions promptement passer à l'examen de ces questions qui revêtent une telle importance.

**L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, je suis sûr que tous les membres de la Chambre ont été fort intéressés d'entendre ce que vient de dire le premier ministre, M. Diefenbaker, et j'espère qu'ils en ont tiré grande satisfaction. Je puis, dès le début, lui donner de nouveau l'assurance que je ne tiens pas du tout à mon premier discours à la présente session, imiter M. Castro de Cuba dans la longueur de ses harangues. J'aime croire, monsieur l'Orateur, qu'après mon discours, il sera possible d'aller même au delà de ce qu'a indiqué le premier ministre et de consacrer moins de temps aux paroles et davantage à l'action.

**Des voix:** Bravo!

**M. Hazen Argue (Assiniboia):** Monsieur l'Orateur, comme le chef de l'opposition, je n'essaierai pas de parler de ce qui peut se produire au cours de la séance cet après-midi. Au nom de mon groupe, je puis dire au premier ministre que nous sommes aussi d'avis que rien ne doit être épargné pour accélérer l'étude des lois déjà inscrites au *Feuilleton* et même de toute autre loi qui aurait pour but d'alléger la crise économique dans laquelle se débat actuellement le pays. Le premier ministre, je crois, ne tardera pas à s'apercevoir que nous, du PSD, sommes prêts,—et nous l'affirmons,—à collaborer avec